

## Les travailleuses et travailleurs migrants dans la crise du COVID- 19

Les travailleuses et travailleurs migrants en Europe sont en première ligne de la réponse à la crise COVID-19. Aujourd'hui plus que jamais, la contribution cruciale des travailleurs migrants pour soutenir les économies européennes, les services publics et combler les pénuries de main-d'œuvre est évidente. Ces travailleurs doivent être présents dans les secteurs les plus touchés par la crise (agriculture, travail domestique et soins de santé à tous les niveaux, industrie alimentaire, construction, tourisme, transport), mettant leur vie en danger pour le bien de tous. Leur travail est essentiel, mais ce sont les laissés pour compte.

Tous les travailleurs migrants, et en particulier les sans-papiers, sont parmi les moins protégés. Ils ont toujours été confrontés à un certain nombre de défis, mais en raison de la crise COVID-19, ces problèmes ont été exacerbés, et une réponse européenne urgente est nécessaire. Ils souffrent de problèmes liés à leurs conditions de travail et d'emploi, à l'accès aux indemnités de maladie ou de chômage ou encore aux prestations sociales, aux équipements de protection individuelle tels que les masques faciaux, aux soins de santé publics, au logement, ainsi qu'à leurs permis de séjour et de travail<sup>1</sup>.

Dans toute l'Europe, les travailleurs migrants sont employés de manière disproportionnée dans des conditions de travail et d'emploi précaires, et sont donc particulièrement susceptibles de devoir continuer à travailler malgré les risques de contracter le Coronavirus, notamment dans les emplois externalisés, y compris dans le secteur public. Leur droit de rester dans le pays où ils vivent et travaillent dépend de leur emploi. Perdre leur emploi signifie perdre leurs revenus et, pour certains, leur logement, ainsi que l'impossibilité d'accéder à des prestations sociales. Les travailleurs migrants sans papiers, quant à eux, n'ont pas le choix, car ils ne bénéficient d'aucune protection sociale, d'aucune indemnité de maladie ou de chômage et sont donc contraints de continuer à travailler au risque de leur santé et de celle de leur entourage.

En outre, il est très probable que les sans-papiers n'iront pas à l'hôpital s'ils contractent le Coronavirus avant qu'il ne soit à un stade avancé, en raison des risques de partage des données avec les autorités d'immigration ou de la crainte d'être dénoncés à la police. Dans certains pays, comme au Royaume-Uni, cela est également dû aux coûts élevés de l'utilisation du service national de santé. Parallèlement, certains gouvernements prennent des mesures pour supprimer les obstacles à l'accès aux services de santé pour les personnes sans papiers et/ou les régulariser comme au Portugal.

En raison de la crise, la charge de travail de certains travailleurs migrants est immense, et les réglementations relatives à la distanciation sociale et aux mesures d'hygiène ne sont souvent pas appliquées sur leur lieu de travail. Ce problème devra être soigneusement résolu lors de la prochaine phase, c'est-à-dire pendant la coexistence avec le virus. Pendant cette période, des mesures, des procédures et des protocoles devront être mis en place au niveau européen pour minimiser tout risque supplémentaire de contagion. Les travailleurs migrants et les soignants à domicile, qui sont majoritairement des femmes, sont très affectés par les mesures de distanciation sociale prises au domicile des employeurs.

---

<sup>1</sup> *Veillez noter que nous nous concentrons uniquement sur les questions liées au travail auxquelles tous les travailleurs migrants sont confrontés dans le contexte de la crise COVID-19. Nous reconnaissons la situation déplorable dans laquelle vivent les demandeurs d'asile et les réfugiés dans les camps de réfugiés et les hotspots, ainsi que ceux qui sont détenus dans les centres de détention pour immigrés.*

Les mesures de confinement imposées par les gouvernements les exposent même à la perte de leur logement, car ils vivent souvent chez leurs employeurs. Les travailleurs migrants de l'agriculture, vivent séparés dans des logements déplorables, des abris rudimentaires construits dans des bidonvilles isolés et surpeuplés sans installations sanitaires avec un risque considérable que ces établissements informels deviennent des points chauds pour la pandémie COVID-19.

Conjointement, les migrantes et les migrants sont confrontés à des obstacles administratifs liés aux procédures de délivrance ou de renouvellement de leur permis de séjour et/ou de travail. Certaines administrations, notamment en Italie et en Espagne, ont soudainement fermé leurs portes en raison de la pandémie, laissant les migrants dans l'incertitude quant à leurs demandes. En Italie, étant donné l'impossibilité d'accéder aux bureaux compétents, les migrants dont les permis de séjour sont en cours d'expiration, périmés ou en cours de renouvellement ont été automatiquement prolongés jusqu'au 15 juin. Les applications numériques sont rendues possibles ; cependant, une grande partie de la population migrante ne dispose pas des ressources et/ou des compétences nécessaires pour le faire.

Il y a aussi des migrants qui, après avoir voyagé dans leur pays d'origine à l'époque de la fermeture des frontières, ne peuvent plus rentrer dans leur pays d'origine avec le risque évident de perdre leur emploi. En outre, si le permis expire ou a expiré, ils risquent de ne pas pouvoir retourner dans leur pays de résidence.

Les syndicats de toute l'Europe se battent pour protéger tous les travailleurs migrants, en leur fournissant des informations et en mettant leurs services à leur disposition - en ligne ou par téléphone. En Allemagne, par exemple, les centres de conseil en matière d'immigration ont mis en place des lignes téléphoniques spéciales en raison du besoin croissant de conseils sur les licenciements, les cessations temporaires de travail et les pertes de revenus. L'instrument du chômage partiel est actuellement utilisé en Allemagne pour éviter les licenciements massifs. Toutefois, pour les travailleurs du secteur des bas salaires, les prestations de chômage partiel ne suffisent souvent pas à couvrir leur coût de la vie, ce qui représente une préoccupation majeure pour les syndicats.

Enfin et surtout, un nombre croissant de cas d'incidents racistes et xénophobes à l'encontre de migrants, conséquence de la présentation du COVID-19 comme un virus asiatique, ont fait leur apparition. Des Chinois et des personnes perçues comme telles ont été agressés physiquement et hospitalisés. Il est particulièrement important que les autorités publiques fassent tout leur possible pour lutter contre la xénophobie. Le COVID-19 ne fait pas de discrimination et notre réponse ne devrait pas en faire autant.

La seule façon de sortir de cette crise est de le faire ensemble et de faire en sorte que PERSONNE ne soit laissé pour compte et que le droit de chacun à la santé publique soit respecté sans discrimination. La CES appelle donc l'UE et les gouvernements nationaux à faire preuve de solidarité et à prendre les mesures nécessaires pour protéger TOUS les travailleurs migrants, et en particulier :

- Garantir un congé de maladie payé à tous les travailleurs, y compris les travailleurs migrants, dans toute l'Europe. Tous les travailleurs devraient pouvoir prendre un congé de maladie sans craindre de perdre leur emploi ou leur revenu.
- Tout travailleur (migrant), qui perd son revenu pendant la quarantaine, est suspendu ou licencié, devrait bénéficier d'un soutien financier, à avoir droit à des soins de santé publics gratuits et à un logement décent.
- Garantir des mesures d'aide au revenu pour tous ceux qui n'ont accès à aucune protection sociale.

- Accroître les investissements publics pour soutenir les services publics de santé universels. Les frais de soins de santé devraient être supprimés. Mettre en place des "pare-feu" qui protègent les sans-papiers contre le transfert éventuel de leurs données personnelles des services de santé aux autorités d'immigration. Les autorités publiques doivent garantir l'accès aux soins de santé et à la protection sociale pour tous et toutes.
- Continuer à effectuer des inspections ciblées des conditions de travail dans les secteurs à haut risque d'exploitation de la main-d'œuvre et de conditions de travail dangereuses dans le contexte de la pandémie, en veillant à ce que tous les travailleurs soient soutenus dans l'accès à l'information et aux mesures de protection, au soutien et à la réparation et ne courent aucun risque d'être confrontés à l'application des lois sur l'immigration.
- Assurer l'accès à un logement sûr et adéquat pour les personnes sans domicile fixe, quel que soit leur statut de résidence.
- Introduire des mesures de régularisation afin de réduire la vulnérabilité, l'exploitation au travail et l'exclusion sociale des travailleurs migrants en situation irrégulière, en leur garantissant une pleine égalité de traitement, des conditions de travail décentes et l'accès aux soins de santé publics.
- Prolonger ou délivrer des permis temporaires ou des visas pour prévenir toute nouvelle irrégularité.

\*\*\*\*\*

## Liens pertinents des affiliés de la CES sur le COVID-19 et les migrants

### Belgique

Coronavirus: permettre à tous de se confiner est la seule manière d'en sortir

<https://www.cire.be/coronavirus-permettre-a-tous-de-se-confiner-est-la-seule-maniere-den-sortir/>

### France

Coronavirus : travailleurs et travailleuses migrants en première ligne <https://www.cgt.fr/comm-de-presse/coronavirus-travailleurs-et-travailleuses-migrants-en-premiere-ligne>

Migrants et demandeurs d'asile, quelles solutions pendant la crise sanitaire en France ?

<https://www.unsa.org/Migrants-et-demandeurs-d-asile-queelles-solutions-pendant-la-crise-sanitaire-en.html>

### Allemagne

Corona: important information for workers

[https://www.bema.berlin/site/assets/files/1244/4\\_corona\\_englisch-1.pdf](https://www.bema.berlin/site/assets/files/1244/4_corona_englisch-1.pdf)

Information about corona and labour law

<https://www.faire-mobilitaet.de/informationen/++co++5d213068-69a7-11ea-93e9-52540088cada>

### Italie

Coronavirus: Cgil, Cisl, Uil, tutelare anche i cittadini stranieri per la sicurezza. Chiediamo avvio confronto

<http://www.cgil.it/coronavirus-cgil-cisl-e-uil-tutelare-anche-cittadini-stranieri-chiediamo-avvio-confronto/>

<https://www.cisl.it/in-evidenza/15650-coronavirus-cgil-cisl-uil-tutelare-anche-i-cittadini-stranieri->

[per-la-sicurezza-chiediamo-avvio-confronto.html](https://www.uil.it/immigrazione/NewsSX.asp?ID_News=12476)  
[https://www.uil.it/immigrazione/NewsSX.asp?ID\\_News=12476](https://www.uil.it/immigrazione/NewsSX.asp?ID_News=12476)

## **Espagne**

CCOO pide agilidad y altura de miras al Gobierno en materia de extranjería durante la crisis del COVID19 [https://www.ccoo.es/noticia:472802--CCOO pide agilidad y altura de miras al Gobierno en materia de extranjeria durante la crisis del COVID19&opc\\_id=8c53f4de8f8f09d2e54f19daf8d8ed95](https://www.ccoo.es/noticia:472802--CCOO_pide_agilidad_y_altura_de_miras_al_Gobierno_en_materia_de_extranjeria_durante_la_crisis_del_COVID19&opc_id=8c53f4de8f8f09d2e54f19daf8d8ed95)

UGT demanda medidas específicas para proteger más a la población de nacionalidad extranjera y el trabajo doméstico <https://www.ugt.es/ugt-demanda-medidas-especificas-para-proteger-mas-la-poblacion-de-nacionalidad-extranjera-y-el>; <https://www.ugt.es/hay-que-adoptar-medidas-especificas-para-proteger-empleadas-de-hogar-y-personas-de-nacionalidad>

## **Pays-Bas**

Labour migrants and the coronavirus - COVID-19 <https://www.fnv.nl/polski/home/corona/q-a-eu-labour-migrants-and-the-coronavirus-covid-1>

## **Royaume-Uni**

Coronavirus guidance for unions  
<https://www.tuc.org.uk/resource/covid-19-coronavirus-guidance-unions-updated-23-march>

Petition to the UK government *#SickPayForAll: Guarantee decent sick pay for every worker*  
<https://www.megaphone.org.uk/petitions/sick-pay-for-every-worker-on-day-one?source=tucwebsite>

'Working in the UK' a guide to your rights and joining a union in 21 languages  
<https://www.tuc.org.uk/research-analysis/reports/working-uk-guide-your-rights>

Winning workplace unity' TUC Online course for trade unions to tackle the far right in workplaces and communities <https://www.tuceducation.org.uk/mod/page/view.php?id=78564>

Guide to building solidarity between UK, EU and other migrant workers <https://www.tuc.org.uk/resource/eu-settlement-scheme-and-supporting-eu-workers>

## **Fédérations syndicales européennes**

### **EFFAT**

Workers in agriculture food production and tourism deserve better protection  
<https://www.effat.org/wp-content/uploads/2020/03/COVID-19-Outbreak-Workers-in-agriculture-and-food-production-deserve-better-protection-final.pdf>

### **EPSU**

Fighting COVID-19 in prisons and detention centres in Europe <https://www.epsu.org/article/fighting-covid-19-prisons-and-detention-centres-europe>

Statement by EPSU and social services employers <https://www.epsu.org/article/epsu-and-social-employers-issue-joint-statement-covid-19-outbreak-social-services-are>

EFFAT/UNI-Europa Joint Statement on the COVID-19 Pandemic in Personal and Household Services (PHS) <https://www.effat.org/uncategorized/effat-efse-efsi-uni-europa-joint-statement-on-the-covid-19-pandemic-in-personal-and-household-services-phis/>